

Maria Grazia Meriggi, *Entre fraternité et xénophobie. Les mondes ouvriers parisiens dans l'entre-deux-guerres et les problèmes de la guerre et de la paix*, préface de Michel Dreyfus, Paris, Arbre bleu éditions, 2018, 172 p.

Valeria Galimi



Maria Grazia Meriggi, professeure à l'Université de Bergame, spécialiste des mouvements politiques européens et de leur culture ainsi que de l'histoire du travail, offre aux lecteurs français un ouvrage qui reprend et développe certaines de ses recherches précédentes¹. Il s'agit de reconstruire certains aspects méconnus du monde ouvrier en France, à Paris et dans le Nord industriel, durant l'entre-deux-guerres. Sa recherche retrace les mobilisations et les grèves survenues à la fin de la Première Guerre mondiale mais elle va plus loin, en plaçant au centre de ses interrogations, les comportements qui animent les milieux ouvriers, les partis et les syndicats de gauche vis-à-vis des travailleurs immigrés.

L'enquête de Maria Grazia Meriggi repose sur un vaste ensemble documentaire allant des sources traditionnelles – de la Préfecture de police de Paris, des Renseignements généraux, des ministères des Affaires étrangères belge et français – jusqu'aux fonds dits « de Moscou », confisqués par l'Union soviétique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et revenus en France dans les années 1990 et 2000. L'auteure s'est également appuyée sur les archives particulièrement riches de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU) et des douze sections de la Main-d'œuvre étrangère (MOE) – devenue Main-d'œuvre immigrée (MOI) dans les années 1920. La CGTU, créée en 1921, resta active jusqu'en 1936 (lorsqu'elle fusionna de nouveau avec la CGT). Elle était liée aux positions du Parti communiste français et accueillait également des tendances révolutionnaires et anarchiques. Outre les documents d'archives, l'auteure a aussi mobilisé de nombreuses sources imprimées comme la presse des principaux mouvements politiques et syndicaux de gauche.

L'un des principaux apports de cet ouvrage est de mettre au jour la diversité des mondes ouvriers (précisément au pluriel dans le titre) et leur système relationnel entre, d'un côté, les ouvriers « autochtones », et de l'autre, les ouvriers immigrés (italiens, juifs originaires d'Europe de l'Est ou des régions du nord frontalières avec la

¹ Parmi ses travaux, voir notamment : M. G. Meriggi, *L'invenzione della classe operaia. Conflitti di lavoro, organizzazione del lavoro e della società intorno al 1848*, Milan, Franco Angeli, 2002 ; M. G. Meriggi, *L'Internazionale degli operai. Le relazioni internazionali dei lavoratori in Europa fra la caduta della Comune e gli anni '30*, Milan, Franco Angeli, 2014.

Belgique). La France des années 1920 était devenue l'une des principales terres d'immigration. Elle offrait non seulement du travail, mais aussi un refuge politique pour ceux qui fuyaient les persécutions et les répressions comme, en particulier, les Italiens antifascistes et les juifs en provenance d'Allemagne nazie et des pays d'Europe de l'Est².

Les cas les plus connus sont ceux des immigrés italiens abandonnant l'Italie fasciste, des travailleurs espagnols, des ouvriers juifs originaires de Pologne, regroupés dans les sections de la MOI. Mais l'ouvrage de Maria Grazia Meriggi révèle aussi l'activité de groupes moins souvent étudiés : les Roumains, les Russes et les Yougoslaves dont elle retrace l'implantation au sein de la MOI, leurs influences et leurs outils de propagande. L'auteure propose une étude de la mobilisation ouvrière qui embrasse un arc chronologique élargi pour aller au-delà des années « chaudes », 1919-1920 et celles du Front populaire, déjà largement traitées par l'historiographie. Cette reconstruction vient non seulement confirmer certains aspects déjà connus de l'historiographie mais elle fait aussi émerger de nouveaux éléments particulièrement pertinents pour la compréhension des mobilisations ouvrières dans l'entre-deux-guerres.

Le premier chapitre narre, de façon particulièrement détaillée, les manifestations advenues au cours des années 1920 dans une pluralité de secteurs allant du bâtiment, très actif en France et notamment à Paris, jusqu'aux milieux ouvriers des casquettiers (accueillant une majorité de juifs polonais). Ainsi, les grèves n'étaient pas la prérogative de l'industrie manufacturière traditionnelle. Elles furent encouragées, entre autres, par les ouvriers taillandiers, les ouvriers des petites entreprises de vêtements (en atelier ou en chambre), les vernisseurs et les corroyeurs. La CGTU fut aussi à l'origine d'une forte vague de grève dans les industries textiles du Nord pour lutter contre les réductions de salaire et les répartitions des charges sociales. L'auteure affirme que l'analyse des « grèves du Nord permet d'examiner deux questions essentielles : d'une part, les relations des travailleurs de l'autre côté d'une frontière qui, pendant des années, a connu de graves manifestations de xénophobie. De l'autre, la difficulté pour les travailleurs à organiser des grèves en pleine crise, quand ils sont confrontés à des réductions de salaires et de nouvelles formes d'organisation du travail » (p. 54).

L'analyse de ces transformations prend opportunément en compte les effets du contexte international sur la situation française (chap. 2). On pense à la présence de l'Internationale communiste mais, plus encore, aux conséquences de la crise économique internationale pour la France. L'enquête examine aussi l'émergence d'une forte xénophobie et d'un antisémitisme européens, encouragés en France par les droites et les ligues formées au cours des années 1930, ainsi que leur impact sur les mondes ouvriers. Enfin, la recherche propose aussi un regard comparé – nous l'avons déjà signalé – grâce à l'analyse de la mobilisation ouvrière en Belgique qui ouvre des perspectives d'approfondissement et de nouvelles pistes de recherche.

² Voir notamment, parmi une bibliographie très vaste : Antonio Bechelloni, Michel Dreyfus, Pierre Milza, *L'Intégration italienne en France. Un siècle de présence italienne dans trois régions françaises (1880-1980)*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995 ; Pierre Milza, Denis Peschanski, Joséfina Cuesta Bustillo, *Exils et migrations : Espagnols et Italiens en France, 1938-1946*, Paris, L'Harmattan, 1994 ; Vicki Caron, *Uneasy Asylum: France and the Jewish Refugee Crisis, 1933-1942*, Stanford, Stanford University Press, 1999.

Les troisième et quatrième chapitres sont finalement dédiés à l'examen de la place de la xénophobie et du racisme au sein des mondes ouvriers français. Si les grèves de l'entre-deux-guerres comptent de nombreux juifs immigrés dans leurs rangs, l'auteure note toutefois que « les accidents et les accrochages n'ont presque jamais un caractère xénophobe » (p. 32). Maria Grazia Meriggi affirme ainsi que « de nombreuses grèves survenues dans les années 1920 et 1930 auraient été impossibles sans la participation des étrangers » (p. 85). Au cours des années 1930, plusieurs « temps forts antisémites » secouent les rues et les places de Paris : l'arrivée des réfugiés juifs en provenance d'Allemagne nazie, les manifestations liées à la pièce de théâtre sur l'affaire Dreyfus (programmée en avril 1931 puis suspendue), les affrontements entre les Camelots du roi, les Ligues d'extrême droite et les membres de la *Ligue internationale contre l'antisémitisme et le racisme*.³ Les journaux de gauche, *Le Populaire* et *L'Humanité*, s'empressent de dénoncer les agressions survenues dans les quartiers de la capitale principalement occupés par des juifs immigrés.

Si Maria Grazia Meriggi démontre la perméabilité du monde du travail salarié – tout comme d'autres secteurs de la société – à la xénophobie et à l'antisémitisme, elle dévoile aussi des situations de solidarité entre travailleurs qui vont à l'encontre des phénomènes de concurrence exacerbée dans un contexte de crise économique (pp. 99 et suiv.) Les milieux du travail salarié font l'objet d'une attention particulière de la part des Ligues et plus spécifiquement de la Solidarité française de François Coty, des Chemises vertes d'Henri Dorgères et d'autres formations d'extrême droite. L'auteure conclut son ouvrage, en accord avec l'interprétation de Michel Dreyfus, de cette façon : « si dans les moments conquérants du mouvement ouvrier, les préjugés laissent la place à une solidarité foncière, au cours des périodes où un groupe – ici, les communistes – ravagé par les scissions et les rapports difficiles avec le Komintern, cherche à se légitimer dans une surenchère polémique, ces préjugés remontent alors à la surface avec un effet dévastateur. » (p. 125)⁴ Pour finir, il est un dernier élément qu'il est important de ne pas perdre de vue et que nous rappelons ici avec les mots de Michel Dreyfus dans l'introduction : « Les manifestations de xénophobie mais aussi de fraternité, susceptibles d'influencer les actions collectives menées au sein du monde du travail et qui ne restent pas sans influence sur le marché du travail, ont donc une actualité qui se pose aux historiens comme aux citoyens. » (p. 11).

³ Je suis en train d'approfondir l'analyse de l'« antisémitisme de rue ». cf. Valeria Galimi, *Ordinary Violence and Street Antisemitism in the French Urban Space during the 1930s. Anti-Jewish Practices and Republican Reactions*, en cours de préparation. Sur la Licra, voir Emmanuel Debono, *Aux origines de l'antiracisme. La Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA), 1927-1940*, Paris, CNRS éditions, 2012.

⁴ Dans mon analyse, j'ai parlé d'antisémitisme comme d'un « code culturel » propre à certains milieux qui ne prennent pas officiellement position contre les juifs dans l'espace public mais à l'intérieur desquels on relève néanmoins la présence de langages et de stéréotypes antisémites et xénophobes. À ce sujet, cf. Valeria Galimi, *L'antisemitismo in azione. Pratiche antibraiche nella Francia degli anni Trenta*, Milan, Unicopli, 2006 (2 éd. 2020). Sur l'antisémitisme à gauche, je renvoie à Michel Dreyfus, *L'antisémitisme à gauche. Histoire d'un paradoxe de 1830 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2011.